



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Dérèglement climatique

Question au Gouvernement n° 2550

Texte de la question

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à M. Erwan Balanant.

M. Erwan Balanant. Mes chers collègues, je saisis l'occasion qui m'est offerte pour vous adresser mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

Madame la ministre de la transition écologique et solidaire, alors qu'ici nous nous réjouissons de la douceur de ce début d'hiver, des températures caniculaires encore jamais perçues sont enregistrées en Australie.

M. Pierre Cordier. L'Australie n'est pas dans le même hémisphère !

M. Erwan Balanant. À 8 000 kilomètres de la France, des scènes de cauchemar persistent en raison de gigantesques feux de forêt qui durent depuis plusieurs mois. Les dégâts sont immenses : vingt-quatre morts, des millions de personnes obligées de fuir leurs logements, 8 millions d'hectares de végétations détruits. Pire encore : la biodiversité, si importante pour la survie de notre planète, est ravagée. Près de 500 millions d'animaux ont été affectés par les flammes. Certaines espèces sont présentes seulement en Australie : déjà menacées, elles risquent désormais l'extinction en raison de la disparition de leur habitat, de leur nourriture et de la mort de leurs congénères.

À l'heure des multiples sommets et accords internationaux destinés à protéger notre planète, ce sont 250 millions de tonnes de CO2 qui ont été émises et qui ne pourront pas être réabsorbées par les forêts, dont la plupart ont été détruites.

Après les terribles incendies qui ont ravagé l'Amazonie, nous assistons une fois encore aux conséquences des dérèglements climatiques qui menacent les conditions de vie sur la Terre. Il est plus que jamais nécessaire que nous nous définissions comme les protecteurs de cette nature plutôt que comme ses possesseurs.

Mes chers collègues, nous ne pouvons rester inactifs face à ces grandes menaces qui pèsent sur nos écosystèmes.

Madame la Ministre, le coût économique de ce désastre est estimé à 24 milliards d'euros. Les catastrophes climatiques vont se multiplier si nous ne faisons rien. N'est-il pas temps de préparer le futur ? À l'heure où les taux d'intérêt sont historiquement au plus bas, n'est-il pas temps d'investir massivement dans la transition écologique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM ainsi que sur quelques bancs des groupes LaREM et SOC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de la transition écologique et solidaire.

Mme Élisabeth Borne, *ministre de la transition écologique et solidaire*. Les incendies qui ravagent l'Australie depuis plusieurs semaines sont dramatiques, vous l'avez dit, au plan humain comme au plan environnemental. Je voudrais exprimer ici toute ma solidarité avec le peuple australien.

M. Loïc Prud'homme. Nous voilà rassurés !

Mme Élisabeth Borne, *ministre*. L'origine et les conséquences de ces incendies ne peuvent que nous inquiéter : nous y voyons une preuve supplémentaire de la menace que le dérèglement climatique fait peser sur nos écosystèmes et sur l'humanité. Plus près de nous, les canicules et les intempéries qui ont frappé notre pays ces derniers mois en sont une autre preuve.

Cela doit, plus que jamais, nous pousser à agir afin de limiter le dérèglement climatique, mais aussi de mieux faire face à ses conséquences. D'ici à la fin du mois, nous lancerons la consultation publique sur la programmation pluriannuelle de l'énergie – PPE – et sur notre stratégie nationale bas carbone, qui constituent notre feuille de route pour réduire au plus vite nos émissions de gaz à effet de serre et atteindre la neutralité carbone que vous avez inscrite dans la loi. Ces mesures seront renforcées par les propositions des 150 citoyens qui travaillent d'arrache-pied depuis plusieurs semaines, et que le Président de la République rencontrera vendredi prochain.

Oui, il nous faut investir massivement dans la transition écologique. La PPE prévoit des dizaines de milliards d'euros d'investissements. C'est aussi le sens de la transformation, obtenue par la France, de la Banque européenne d'investissement – BEI – en Banque européenne du climat, et de sa recapitalisation à hauteur de 10 milliards d'euros, que nous défendons, afin d'accroître les investissements en faveur du climat.

Nous organiserons enfin, en février, avec Bruno Le Maire, une conférence européenne sur l'économie verte dont l'un des objectifs sera précisément de mieux mobiliser les financements publics et privés en faveur de la transition écologique. Vous le voyez, le Gouvernement est mobilisé pour répondre à l'urgence climatique. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Erwan Balanant](#)

Circonscription : Finistère (8^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2550

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [8 janvier 2020](#)